

Une borne, équipée d'outils connectés, vient d'être installée dans la structure

De la téléconsultation à France services

à l'arrière de la structure France services, rue Philibert-Audebrand à Saint-Amand-Montrond, une pièce est, désormais, entièrement dédiée à la téléconsultation médicale.

Une borne, financée à 100 % par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et la Banque des territoires, dans le cadre d'une expérimentation de douze mois, vient, en effet, d'y être installée par la société Medadom, start-up française créée en 2017 qui garantit, selon Éric Marrec, son manager régional, « une totale confidentialité » aux usagers. « Le personnel de France services peut accompagner les patients les moins technophiles mais les examens, dont certains peuvent être assez poussés, se font uniquement entre eux et nos médecins, tous inscrits au Conseil national de l'Ordre des médecins. » Accessible aux horaires d'ouverture de France services (lire par ailleurs), la borne, dotée d'un écran tactile, d'une caméra et d'un casque audio, est « intuitive et simple d'utilisation », assure Éric Marrec. « La particularité, c'est qu'il y a des outils connectés, comme un stéthoscope, un dermatoscope, un thermomètre, un oxymètre ou un tensiomètre, qui peuvent permettre au médecin, qui se trouve de l'autre côté de l'écran, d'aller plus loin dans son diagnostic, explique le

spécialiste. Il les dirige à distance, il les contrôle, il a la main dessus pour qu'ils soient utilisés à bon escient.

Mais leur usage n'est pas systématique, sachant que 90 % des diagnostics se font par questionnaire. »

Sans rendez-vous, tiers payant intégral

Concrètement, comment fonctionne ce dispositif qui ne nécessite pas la prise de rendez-vous ? « Il suffit d'insérer sa carte vitale et, la première fois, de créer un compte, ce qui prend une à deux minutes, détaille Éric Marrec. La seule obligation, c'est d'avoir une adresse mail ou, au moins, un numéro de téléphone portable pour recevoir un code de connexion et, ensuite, s'identifier. C'est un verrou pour la sécurisation des données de santé. » Après avoir répondu à « plusieurs questions sur, notamment, le motif de la téléconsultation (maux de tête et de gorge, douleur à la poitrine et à l'oreille, problème digestif, affection de la peau, infection urinaire, etc., NDLR) », cette dernière se lance « au bout de neuf, dix minutes », promet Éric Marrec. « Le délai d'attente est assez court pour entrer en contact avec nos médecins. » À l'issue de l'examen, « une imprimante est mise à disposition afin de récupérer l'ordonnance et le compte rendu de la téléconsultation, qui se retrouvent aussi sur le compte du patient, permettant ainsi un vrai

suivi de ses pathologies et de connaître son historique. C'est utile, à la fois, lorsqu'il se connecte sur une borne Medadom ou lorsqu'il rend visite à un médecin en présentiel ».

« On propose le tiers payant intégral », ajoute-t-il. Traduction :

« Le patient n'a aucun frais à avancer, c'est nous qui gérons l'administratif ». Et de préciser : « La téléconsultation est totalement prise en charge par la Sécurité sociale. »

Face à une désertification médicale galopante, et « extrêmement inquiétante », dans le Saint-Amandois, « cette action est particulièrement importante, estime Emmanuel Riotte, maire (Les Républicains) de Saint-Amand-Montrond. Cette borne pallie, en partie, la pénurie de docteurs généralistes à laquelle est confrontée la commune. De nombreux professionnels de santé sont sur le point de prendre leur retraite. J'espère qu'ils seront remplacés mais certains, partis il y a déjà plus d'un an, ne le sont toujours pas. »

« Cela ne remplace pas un médecin en présentiel »

Pour l' élu, qui reconnaît toutefois que « cela ne remplace pas un médecin en présentiel », l'objectif de « ce point santé indispensable » est triple : « Permettre aux habitants sans généraliste d'avoir accès aux



soins de premier recours ; fluidifier les rendez-vous chez les médecins de ville ; éviter l'engorgement du service des urgences de l'hôpital pour des besoins non urgents. »
« Toute initiative visant à aider la population dans son parcours de santé est bonne à prendre », juge, de son côté, la Communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) Sud Cher, association loi 1901 qui regroupe des professionnels de santé du Boischaut.
« Soutien à l'accès aux soins », dicit Emmanuel Riotte, la borne de téléconsultation de la structure France services, opérationnelle depuis cette fin de semaine, complète l'offre existante en la matière à Saint-Amand-Montrond où

trois pharmacies sont déjà équipées de ce type de dispositif. Tout comme l'est, aussi, l'officine de la commune voisine d'Orval (notre édition du 11 octobre 2021).

À savoir. La structure France services de Saint-Amand-Montrond est ouverte les lundis et vendredis, de 8 heures à 12 h 30, et de 14 à 17 heures ; les mardis et jeudis, de 8 à 17 heures et les mercredis, de 8 à 12 heures.

Guillaume Blanc guillaume.
blanc@centrefrance. com ■

